

COMMUNIQUE FINAL

Les 12 et 13 février 2001 s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) l'atelier de lancement du Réseau Foncier Ouest Africain (Landnet West Africa). La cérémonie d'ouverture a été présidée par Monsieur OUATTARA Bamory, représentant Mr le Ministre délégué chargé des finances et du budget.

Participaient à cet atelier, les représentants de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Nigeria, Sénégal et Togo), des organisations inter africaines (CILSS, LIPTAKO GOURMA, SADAOC, IPD AOS, OSSREA), des ONG et institutions

Internationales (OXFAM/GB, IIED, IUCN) et des organismes de coopération bilatérale (coopération française et britannique).

Deux objectifs majeurs étaient assignés à l'atelier :

- 1- S'accorder sur un projet de travail
- 2- Mettre en place la structures et les mécanismes de fonctionnement du réseau Ouest-Africain sur le foncier.

La première journée de travail a été organisée autour de quatre axes principaux :

1- La présentation du contexte de la tenue de l'atelier et une communication introductive sur les enjeux des politiques et législations foncières dans l'Afrique de l'Ouest du 21^{ème} siècle.

2- Des présentations thématiques sur :

- Les expériences de mise en réseaux en Afrique
- Le financement des réseaux
- Le rôle que peuvent jouer les organismes sous régionaux dans le processus de mise en place du réseau sur le foncier.

3- L'analyse du processus de mise en place du réseau foncier Ouest Africain a été introduit par :

- de brèves présentations des programmes nationaux
- la proposition d'un plan de travail sous régional provisoire ,
- l'esquisse d'une proposition de structuration du réseau ;

Enfin, la première journée a été conclue par une séance spéciale avec les organisations sous régionales dans la perspective d'établir un lien entre les activités du réseau Ouest-Africain sur le foncier et les différents programmes sous-régionaux existants ou en élaboration. Le CILSS , l'IUCN , le LIPTAKO GOURMA , l'OXFAM/GB , le SADAOC et l'IPDACS ont animé cette séance

spéciale.

La deuxième journée de l'atelier a été consacrée aux travaux en sous-groupes. Les débats en plénière ont ensuite permis d'arriver aux conclusions principales suivantes :

Sur les activités du réseau, cinq (5) axes majeurs ont été retenus :

1. Consolider les réseaux nationaux existants et aider à la création de réseaux sur le foncier dans les pays où il n'en existe pas encore ;
2. Collecter et diffuser les informations aux différents réseaux ;
3. Identifier des thèmes d'intérêt commun en vue de l'organisation d'une rencontre régionale ;
4. Etablir et développer les contacts avec les autres réseaux sous-régionaux et les partenaires de développement ;
5. Développer des initiatives pour la mobilisation de ressources financières pour l'exécution des activités du réseau.

Sur la structuration du réseau, deux (2) décisions importantes ont été prises :

1. La mise en place d'un comité sous régional de pilotage du réseau composée de cinq (5) membres représentant les pays dont les réseaux nationaux sont déjà constitués : le Burkina, le Ghana, le Nigeria, le Sénégal et le Togo.
2. La coordination sous-régionale est confiée au GRAF/Landnet BURKINA pour une période d'un (1)an.

Sur le financement du réseau, l'accent a été mis sur la mobilisation de ressources internes à travers la contribution des réseaux nationaux (frais d'adhésion, cotisations des membres, dons et legs, etc.)

En outre, le comité de pilotage veillera à développer des stratégies de mobilisation des ressources financières : identification des partenaires financiers et connaissance de leurs programmes d'intervention, élaboration de propositions d'études et de recherches, mise en place d'un comité de parrainage constitué d'institutions sous-régionales et internationales, etc.

Fait à Ouagadougou le 13 février 2001.

Les participants.

APPEL DE OUAGADOUGOU SUR LA SECURISATION FONCIERE, LA SECURITE ALIMENTAIRE ET LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Préambule :

Nous, membres du Centre d'Etudes pour le Développement Africain (C.E.D.A) et du réseau Partenariat Hommes / Femmes pour le Développement Africain (PARTHEFDA), techniciens, militants de mouvements associatifs, ONG, enseignants, chercheurs réunis à Ouagadougou du 22 au 24 Février 2001 et ayant pris part au séminaire national sur le thème " Enjeux fonciers, Sécurité alimentaire et Diversité biologique : cohérence et opérationnalité"

1. soulignons la pertinence du thème choisi car il reflète les dynamiques les plus importantes qui façonnent le destin des sociétés africaines au niveau écologique et socio-économique,

2. dénonçons la manipulation anti-citoyenne dont font l'objet ces réalités structurelles par des groupes démagogues, xénophobes, tribalistes, dans la plupart des pays de la sous région notamment au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire

3. reconnaissons les acquis de plus de vingt années d'engagement de C.E.D.A pour le Développement Endogène, notamment les colloques, enquêtes et études, la Déclaration de Bamako sur le **Développement Endogène** ;

4. réaffirmons la pertinence des réflexions entreprises dans le cadre d'un Développement Endogène Africain, surtout au moment où les limites du développement par transferts de biens et de flux financiers apparaissent à travers les effets nocifs de l'endettement, l'absence d'effets bénéfiques, au niveau des populations, de la croissance économique, et le coût humain insupportable du régime des lois du marché sans aucune restriction, par exemple à travers un ajustement structurel mal conçu qui ruine les secteurs socio-économiques

5. soulignons également les limites des discours en vogue sur la bonne gouvernance, l'état de droit, la croissance économique lorsqu'ils masquent les antagonismes sociaux qui affectent les sociétés du Sud en général et celles d'Afrique en particulier.

6. soutenons les efforts déployés au sein du Réseau International du Groupe Sud (ISGN) en Asie, en Amérique centrale pour résister à l'imposition d'un modèle unique de développement sur l'ensemble de la planète,

7. soutenons la grande mobilisation par ailleurs des partisans d'une alternative démocratique, écologique et sociale au régime insupportable du néolibéralisme lors des rencontres internationales de Bangkok, Seattle, Porto Allegre, Anti-Davos à Zurich etc.

8. Ayant abouti aux constats suivants, en matière de foncier:

- les droits de propriété ne sont pas garantis dans les faits.
- les textes réglementaires et dispositions administratives sont généralement inadaptés
- les plus vulnérables économiquement singulièrement les femmes, les jeunes et les migrants vivent une grande

insécurité foncière; ils apparaissent comme les bénéficiaires potentiels d'une application de la RAF, qui cependant est quasiment inappliquée surtout en milieu rural, du fait de l'absence d'une volonté politique réelle

- les systèmes de production sont arriérés
- les migrations sont incontrôlées

1. en matière de sécurité alimentaire:

- la difficulté d'assurer la ration quotidienne s'accroît
- les pays sahéliens notamment le Burkina Faso, sont en déficit énergétique chronique
- la dépendance s'accroît vis-à-vis des produits importés à grands frais
- les multinationales détruisent la composante locale de l'alimentation à grands renfort de publicité, aliénant du même coup certains aspects de notre culture
- le développement des cultures de rente concurrence la production des cultures vivrières
- les risques de déversement dans les pays du Sud des organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'alimentation humaine et animale

1. en matière de protection de la diversité biologique:

- la dégradation progressive des écosystèmes
- la disparition des espèces est un phénomène avéré
- l'apport potentiel en termes de pharmacopée est négligée par les communautés dont une insécurité sanitaire accrue
- les carences graves en matière d'éducation
- la pollution de l'environnement qui fragilise la diversité biologique

Lançons un appel pour:

- une mobilisation de tous les acteurs pour faire face au grand défi que représentent ces tendances structurelles, en particulier en ce qui concerne la sécurité foncière, la sécurité alimentaire et la sauvegarde de la diversité biologique.
- une multiplicité des initiatives ayant trait à la recherche sur le terrain, à la formation des populations, de préférence en langues nationales, aux renforcements des capacités en matière de dialogue social, sur les questions foncières
- une option claire et urgente pour un développement endogène, ce qui exige la mise en œuvre effective de la redéfinition des pratiques administratives, l'intégration africaine et d'une décentralisation s'appuyant sur les citoyens et les associations, ainsi que la prise en compte des aspects positifs de notre culture sociale (hospitalité, tolérance, solidarité).

Donnons mandat au C.E.D.A pour la diffusion du présent appel, la promotion et la mobilisation de l'opinion publique et des acteurs de développements autour de ses recommandations .

Le Séminaire National C.E.D.A / PARTHEFDA